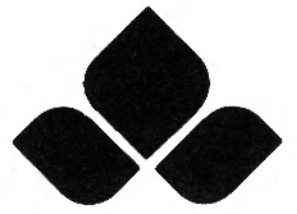


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



réponse à raymond aron

M 2242 - 389 - 7 F DU 12 OCTOBRE AU 25 OCTOBRE 1983 - 13ème année - N° 389 - 7 F



corse : le déchirement

Il est des événements qui déchirent le cœur pour peu qu'on ait quelque attachement à la communauté nationale. La situation en Corse évolue de façon tragique. Que se passe-t-il réellement dans cette île ?

L'airbus d'Ajaccio vient de décoller, à droite, encore une fois sans me lasser, je découvre l'inoubliable paysage : les Sanguinaires, Sagone et Cargèse, Piana et dans le fond l'imposante masse du Paglia-Orba et l'extraordinaire muraille du Tafonato escaladée quelquefois en hiver, en de longues heures silencieuses... Puis tout s'estompe et la mer, seule, limite l'horizon pour quelques minutes. Vite on retrouve la Provence, cette «gueuse parfumée» si semblable à la Corse à bien des égards. Ce bras de mer sera-t-il un jour une frontière séparant deux Etats ? Echangera-t-on des ambassadeurs avec les compliments d'usage après des siècles de vie commune ? Le problème insensé est posé. La Corse est inquiète, elle doute, sous le regard indifférent des touristes. Les derniers événements sont graves, l'enchaînement de la violence s'accélère,

le sang appelle le sang dans une île habituée depuis des siècles à ce sinistre processus.

Les idées les plus folles envahissent la presse et chacun y va de son interprétation des faits, en brouillant au plaisir de ses convictions une situation de plus en plus confuse, situation dont il faut dire de façon sans doute bien schématique ce que nous pensons.

QUELQUES REPERES

Début 83. Dissolution du FLNC et nomination de R. Broussard commissaire de la république à Ajaccio.

Voyage du président Mitterrand en Corse le 13 juin. Disparition du militant nationaliste Guy Orsini, le 17 juin. Voyage privé dans l'île du secrétaire d'Etat, J. Franceschi, le 18 juin. Tentative d'assassinat du truand Henri Salvi-

ni, le 21 juillet. Assassinat du truand Felix Rosso, le 19 septembre. Assassinat de Pierre-Jean Massini, secrétaire général de Hte Corse.

QUI EST QUI ?

P.-J. Massini était l'homme de confiance du sénateur MRG G. Giaccobi, chef de clan de Haute Corse et farouchement antinationaliste.

Felix Rosso, ancien trafiquant de drogue, beau-frère du commissaire Pellegrini en retraite (ancien de la DGSE), et Henri Salvini au passé douteux étaient très liés à J.-P. de Rocca Serra, député RPR de Porto-Vecchio, chef de clan et seigneur du sud de la Corse.

Guy Orsini, militant nationaliste, était le neveu d'un homme dont on dit qu'il a des activités douteuses liées au grand banditisme.

FAITS ET HYPOTHESES

La nomination de R. Broussard fut suivie d'un certain succès contre les séparatistes. En particulier il mit en évidence l'infiltration du mouvement nationaliste par le Milieu.

Le voyage de Mitterrand en Corse a pu s'effectuer sans que l'ordre ne soit troublé. Cependant on peut dire que tous les évé-

nements qui vont suivre ont là leur origine, et c'est ici que commence le domaine des hypothèses.

La tranquillité du voyage présidentiel aurait été obtenue contre le versement par l'Etat de 1 million de francs au FLNC et Alain Orsini, le frère de Guy, aurait été chargé de percevoir la somme. En Corse, tout se sachant, une bande de malfrats dirigée par deux truands actuellement en fuite : Henri Rossi et Jean-Marie Leccia voulant récupérer le magot, font kidnapper Guy Orsini par leurs hommes de main qui torturent l'infortuné garçon au chalumeau - des tendres - et l'achèvent.

Pour le FLNC, G. Orsini aurait été en réalité tué en raison de ses convictions politiques, meurtre commandité par J. Franceschi, qui, au cours de son voyage inconnu du 18 juin avait remis à P.-J. Massini les 1 M F d'honoraires à verser aux exécuteurs pour leur sale besogne.

Enfin, troisième hypothèse, l'oncle d'Orsini aurait voulu arrondir sa sphère d'influence dans les milieux de la prostitution et du racket au détriment de la bande Rossi-Leccia, et Guy, son neveu porte-flingue, aurait été descendu à titre d'avertissement.

En conclusion, pour l'Etat l'affaire du million est absurde. Pour la police la mort d'Orsini résulte d'un règlement de comptes entre

luttons étudiantes dernier bilan

Selon qu'elles aient été plus ou moins touchées par le mouvement de grève du printemps dernier, les Facultés ouvriront plus ou moins tard leurs portes aux étudiants. Pour tenir compte des examens reportés, certaines unités d'enseignement ne reprendront leur cours qu'à la mi-décembre. Il est donc parfaitement temps de faire calmement le bilan de l'agitation passée, en attendant de voir ce que donnera cette «rentrée» universitaire.

Plusieurs remarques s'imposent avant toute discussion. Tout d'abord, l'agitation ne s'est pas généralisée à l'ensemble des facultés. Elle n'a touché réellement que les facs de droit et de sciences économiques, avec quelques poussées de fièvre dans les lycées, les grandes écoles et différents établissements (le problème des étudiants de médecins a déjà été évoqué dans «Royaliste» 382). Toutefois, le réveil politique des étudiants se confirme, et c'est un élément dont

les syndicats vont devoir tenir compte. Enfin cette analyse ne saurait être que partielle; elle doit être modulée selon les universités et selon les disciplines.

1/ Centre et Droite

Ce sont les syndicats modérés et de droite qui ont fait démarrer le mouvement; leur manque d'expérience en la matière explique la lenteur des débuts. Spontanément se sont ensuite formés des comités de grève. On a beaucoup glosé sur

l'apolitisme : il existait vraiment à cette époque, une masse d'étudiants «libres» ayant rejoint les comités. Le mouvement a ensuite connu deux évolutions parallèles : la «coordination nationale contre le projet de loi Savary» a été formée, qui regroupait essentiellement des étudiants de droite et où le CELF (giscardien) et l'UNI (anti-marxiste) se taillaient la part du lion; d'autre part, certains partis, dont le RPR, ont donné la consigne à leurs militants «de se calmer».

Dans l'ensemble, l'agitation a engendré une certaine unanimité : au CELF, à l'UNI, se sont joints divers syndicats telle la CNEF (sorte de fédérations de corpos, tendance modérée).

2/ Gauche

Pour les organisations de gauche, la question est plus complexe. La prestation de l'UNEF-Indépendante et démocratique (socialistes-trotskystes) ne fut pas brillante durant les événements de mai. La principale raison en est sa position en porte-à-faux : comment parler à la fois au nom des étudiants et du gouvernement ? Il semble qu'elle ait adopté des attitudes

différentes suivant les facs. Ici, elle s'est cantonnée dans une approbation pure et simple du projet et a tenté de couler toute discussions, notamment par l'envoi d'agitateurs appointés pour démolir les A.G.

Ailleurs, elle a accepté d'ouvrir la discussion. Mais de telles initiatives sont restées rares et n'ont porté en général que sur l'article 13 de la loi, article concernant la sélection, dont on sait maintenant qu'il n'était qu'un écran de fumée destiné à cacher le reste de la réforme.

Cette position, difficile à tenir, a parfois entraîné la démission de responsables au niveau des facultés.

L'UNEF - Solidarité - étudiante (communistes) a, elle aussi, opté pour deux attitudes différentes. Dans un premier temps, elle a systématiquement défendu le projet de loi, tout en essayant de jeter le discrédit sur la révolte. Dans un deuxième temps, devant la persistance de l'agitation, elle a adopté une nouvelle tactique. On peut la résumer en trois points :
- la loi était souhaitable, elle est bonne dans son ensemble,

truands dont les auteurs, à défaut des commanditaires, sont actuellement sous les verrous. Enfin pour le FLNC, Orsini est le premier martyr de leur cause.

Il fallait le venger, d'où la tentative d'assassinat sur Salvini et l'assassinat de F. Rosso, intimes de Rossi et Leccia en fuite, d'où aussi la mort de P.-J. Massini sinon l'instigateur, du moins l'organisateur de la mort d'Orsini.

On voit par ce qui précède quelle ambiance règne en Corse, dans cet étrange cocktail où se mélangent police officielle et barbouzes, nationalistes purs et durs, truands liés aux indépendantistes, comme aux politiciens, le tout sur fond de destructions massives, de crise économique et de sang versé. Comment ne pas comprendre le désarroi de nos compatriotes corses ?

TRISTE PROMENADE

Place Saint-Nicolas. Selon la vieille habitude bastiaise, la foule déambule sous les platanes; quatre ou cinq pas, on s'arrête pour ponctuer le propos et l'on repart. Conseiller municipal de la ville, il me fait part de ce qu'il appelle son drame. Ses trois enfants, entre 16 et 21 ans sont FLNC. Il ne comprend pas, ce militant socialiste «depuis l'âge de 14 ans». «— Que veux-tu, mes grands hom-

mes à moi, mon univers, c'est Jaurès, Blum, Mendès. Mon espérance est là et je dois même avouer - est-ce une tare ? - que je suis patriote, pour moi la France c'est quelque chose d'explicable mais que j'ai au fond du cœur. C'est mon père, modeste facteur du Niolo, socialiste lui aussi, qui m'a appris ça, que la France c'est la liberté et je n'ai pu transmettre ma foi. Mes enfants se moquent de tout cela. Ils n'ont en tête que Sambucucci d'Alando ou D. Paoli. Je ne renie pas ces gens-là, mais ils ne m'empêchent pas de me sentir français.»

Ce discours, peu ou prou, je l'ai entendu prononcer en Haute Corse, mais aussi à Corte ou Ajaccio et ces jeunes, j'en ai rencontré quelques-uns, ivres d'idées folles, reconstruisant une Corse imaginaire, belle, libre, heureuse sous Paoli, une Corse morte à jamais si le colonialisme français n'est pas détruit jusqu'à sa racine.

Il n'est peut être aucun pays au monde où la parole soit autant chargée de puissance magique qu'en Corse, où elle téléguide autant les individus. Et cette jeunesse en mal d'identité, quelle proie pour les doctrinaires de la Consulte des Comités Nationalistes - la face politique du FLNC - maintenant dissoute ou des journalistes de l'hebdo du mouvement. Il est consternant de lire

■ clandestini corses



ceci, par exemple, à la suite d'une série de plastiquages qui sont loin d'être des actes d'héroïsme : «La nuit dernière, impressionnante série d'actions militaires du FLNC, tous les objectifs visés ont été détruits». Oui, 6 à 7 000 maisons, magasins, ateliers, véhicules... Et l'on se saoule de cette littérature épique dans laquelle la France est salie, insultée, traînée dans la boue, accusée de tous les maux, sans la moindre nuance. Un refus total, un rejet irréductible de la part de militants qui ont atteint dans leur rêve le point de non retour en faisant couler le sang.

Le pouvoir a cru résoudre le problème en accordant une généreuse amnistie et en créant une assemblée régionale élue au suffrage universel. On voit les résultats : les amnistiés convaincus de la justesse de leur combat sont retournés à leurs pétards; les politiciens locaux se sont lancés avec délice à l'assaut d'une assemblée élue à la proportionnelle, donc ingouverna-

ble, on a perpétré les jeux ancestraux de l'île, assemblée de droite présidée par un homme de gauche, sans pouvoirs ni moyens.

Le FLNC quant à lui, dans sa stratégie de guerre subversive, essaie d'enclencher le cycle fameux Répression-Violence-Solidarité et c'est pour cela qu'il tient tant à ce que Guy Orsini soit une victime de l'Etat répressif. Cependant, l'organisation clandestine en faisant couler le sang corse peut faire se retourner contre elle le schéma classique.

En définitive la solution réside pour l'essentiel dans la volonté des Corses à surmonter eux-mêmes ce conflit. Leur avenir leur appartient, les habitants de la petite commune de Cargèse qui viennent de signifier leur ras-le-bol aux indépendantistes ces derniers jours viennent d'en administrer la preuve.

Affaire strictement à suivre.

Michel FONTAURELLE

- toutefois, il faut en préciser ou en réformer certains termes, - c'est ce à quoi nous allons tous nous employer car cette loi ne doit pas être la loi Savary, mais la loi des étudiants (d'où les diverses assemblées, consultations, meetings...)

Quant à PSA (Pour un Syndicalisme Autogestionnaire), peut-être devons-nous voir là un manque de maturité - il n'a été créé qu'en 1981 avec la bénédiction de la CFDT - toujours est-il qu'il n'a été ni très original, ni très sûr de lui, se cantonnant dans une acceptation globale du projet de réforme.

3/ Indépendants

Tout syndicat indépendant «classique» présente plusieurs caractéristiques : il se forme essentiellement en vue des élections, il réunit toutes les personnes désirant se faire élire (ce qui lui permet d'être infiltré par d'autres syndicats ou téléguider par des enseignants), il se présente et recueille une masse de voix sur un programme inexistant et il ne donne plus signe de vie jusqu'aux élections suivantes. Ce ne sont pas des organisations de poids, on vote pour eux et on

s'en désintéresse (ce qui explique l'échec de la manifestation organisée par les Indépendants : elle n'a réuni qu'une centaine de personnes).

LA NOUVELLE DONNE POLITIQUE

1/ Des perspectives à droite

Pendant la campagne pour les élections universitaires de 1983, les syndicats modérés ou de droite pourront critiquer une fois encore, hélas avec raison, les réductions massives de crédits opérées à chaque rentrée et, parallèlement, l'augmentation sidérante des droits d'inscriptions, des tarifs des mutuelles, etc.

Mais les pouvoirs publics leur permettent d'ouvrir un nouveau front : d'une part la loi elle-même qui prête à de nombreuses critiques, d'autre part l'attitude «démocratique» du gouvernement qui est resté sourd au mécontentement et l'a réprimé violemment. Ira-t-on pour autant vers une unification à droite du mouvement syndical ? C'est peu probable. Dans certains facs, l'idée de «fédérations des syndicats contre la loi Savary» a été émise. Elle peut

se réaliser ponctuellement mais l'avantage à tirer de la contestation est énorme : les organisations préféreront faire cavalier seul.

Une autre proposition avait été faite en juillet de transformer les comités de grève en «comités de surveillance». Si l'agitation ne reprend pas, nombre de ces comités se formeront, surveilleront la fin du débat au Sénat, examineront les décrets d'application, et forceront peut-être ainsi les syndicats à faire jeu commun (du moins en façade).

2/ Des problèmes à gauche

L'UNEF-id sera toujours en porte-à-faux. Certes, elle pourra arguer de certaines modifications apportées à la loi «selon la volonté des étudiants», mais cela ne trompera personne; elles sont bénignes.

Elle conservera probablement une partie de son électorat, malgré son relatif échec de l'année dernière, mais hors de ses bastions (lettres, sciences) et pour compenser sa carence sur le terrain, elle devra élaborer une nouvelle stratégie si elle veut éviter une hémorragie de voix très prévisible.

L'autre UNEF campe finalement sur des positions beaucoup plus solides. Elle peut continuer son action sur le thème «améliorons la loi». D'autre part, on peut faire confiance à ces fervents dialecticiens pour «noyer le poisson». Plusieurs voies s'offrent à eux : insister à leur tour sur les difficultés de la rentrée (tant financière que matérielle) et discuter parallèlement des modalités d'application de la loi Savary pour 1984.

Enfin, les indépendants tirent une fois de plus leur épingle du jeu. Les étudiants à «sensibilité d'opposition» qui votaient encore pour eux reporteront leurs voix vers les syndicats modérés classiques, mais en contrepartie, nombre d'étudiants «centristes de gauche» et déçus refuseront le jeu des UNEF et voteront indépendants.

En conclusion, une lutte toujours aussi stérile malgré un bouleversement prévisible. Les vrais débats seront encore occultés.

L.G.

idées simples sur le liban compliqué

Au Liban la paix reste possible et la France, mieux que toute autre puissance peut y contribuer.

Le général de Gaulle conseillait d'appréhender l'«Orient compliqué» avec «des idées simples». Recommandation difficile à suivre en ce qui concerne le Liban car il n'est pas d'écheveau plus inextricable au Proche-Orient.

La pierre d'achoppement du conflit palestino-israélien est au moins perceptible : la «question» palestinienne fonde la crise de la région. Tout autre apparaît le drame libanais : nulle «question» originelle n'explique la tourmente actuelle. Il n'existe pas de facteur **premier** par lequel espérer une meilleure compréhension de l'événement. Là réside la difficulté du commentaire et la fragilité de toute prise de position.

Guerre civile ou conflit internationalisé ? On nous presse d'opter pour l'un des termes, de choisir une analyse nécessairement réductrice. Guerre civile par certains aspects, assurément : 3 millions de Libanais se partagent en 17 communautés religieuses différentes et souvent adverses, voilà une mosaïque qui vous prend des allures d'explosif. Il n'empêche que le tissu culturel n'explique pas

tout : le Liban a souvent vécu dans la coexistence paisible des communautés. Il est vrai que sa structure s'est profondément modifiée en trente ans : les musulmans forment aujourd'hui la majorité de la population, après une longue suprématie chrétienne. Par ailleurs, maronites et sunnites doivent désormais composer avec druzes et chiites, dont l'influence s'est récemment accrue.

Mais un explosif ne fonctionne pas sans détonateur. Incontestablement, la guerre du Liban recèle une dimension internationale qu'on ne peut omettre. Qu'on en juge plutôt : s'affrontent ou s'ignorent sur 10.452 km² des soldats syriens, palestiniens, libyens et iraniens, israéliens, américains, italiens, français ... Beaucoup de militaires étrangers pour un pays à peine plus grand que notre Corse. Ici comme en d'autres régions stratégiques du monde, les impérialismes tentent d'imposer leur hégémonie en rivalisant par peuples interposés.

Les puissances régionales (Syrie et Israël) jouent leur jeu dans la mouvance de ces impérialismes.



■ Beyrouth avant la dernière guerre civile

La Syrie, avec ses 50.000 hommes basés au Nord-Liban et son appui logistique aux milices druzes, vise le Golan et, à terme, cherche à étendre son protectorat à l'ensemble du Liban dont elle n'a jamais accepté l'existence indépendante. Derrière le président Hafez Al-Assad, les Soviétiques souhaitent entraîner dans un dangereux guépier Américains et Français, façon de s'accorder un atout supplémentaire dans la partie qui retient vraiment leur attention : les négociations de Genève sur l'installation des fusées Pershing et Cruise.

Israël partage avec la Syrie d'analogues objectifs : un Liban faible et divisé, sur partie duquel les Israéliens puissent installer leur vassaux. En pénétrant le Chouf, Tsahall a entraîné dans son sillage les Forces libanaises (milices chrétiennes), compromettant ainsi un équilibre religieux séculaire. Après avoir semé le vent, son retrait ne pouvait qu'engendrer la tempête. D'autre part, l'armée israélienne n'a aucunement empêché le ravitaillement militaire des druzes par la Syrie. A l'évidence, les déchirements confessionnels conviennent fort bien aux puissances limitrophes.

Et le jeu américain, au travers de la Force multinationale ? Il hésite entre un Liban faible, par fidélité à son allié israélien, et un Liban fort placé sous sa coupe. Par penchant naturel, le second choix, au nom de la croisade anticomuniste, semble gagner à Washington. Les résultats escomptés sont illusoire. Le Liban n'a rien d'un Etat-Nation, où une autorité «laïque» rassemblerait les «citoyens». Les institutions libanaises expriment la cohabitation de grandes communautés religieuses : ainsi le président de la

République sera toujours chrétien maronite, le président du Conseil, musulman sunnite, et celui du Parlement, musulman chiite. Amine Gemayel, malgré une indéniable bonne volonté, a vu sa fonction de rassembleur se dégrader progressivement. Les musulmans modérés qui le soutenaient au lendemain de son élection ont délaissé un président qu'ils considéraient trop lié encore aux phalangistes. Quant à l'armée régulière, seul outil d'unification pour Gemayel, elle contrôle, selon ses propres dires, de 10 à 15% du sol national, et l'on voit mal comment elle pourrait reconquérir la souveraineté perdue. Le Liban ne peut espérer un redressement que dans le fédéralisme et la neutralité. Vouloir parier sur l'une des communautés au détriment des autres est folie.

Les Etats-Unis ont favorisé une tragique évolution en s'engageant militairement aux côtés de l'armée régulière libanaise. Il nous est impossible de juger les données militaires qui ont poussé les Etats-Unis à réagir d'une façon aussi spectaculaire. Cependant il est clair que le mandat de la Force multinationale qui parlait de s'interposer entre factions pour permettre le retour au calme et le rétablissement politique et économique du Liban a été volontairement outrepassé par les Américains. La France s'en est tenu le plus scrupuleusement possible à ce mandat. Il y a fallu beaucoup de détermination, tant les multiples provocations auraient pu entraîner les 6.000 soldats français dans la pire des aventures. Grâce à cette modération, il reste possible à la force d'interposition de garder une certaine crédibilité. La France a ainsi tiré correctement son épingle du jeu. La logique de

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....
.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

la France n'est pas la logique de la force, n'en déplaise aux donneurs de leçons, tel Jacques Chirac, réclamant d'un mouvement de menton notre intervention auprès des Américains. La logique de la France n'est pas non plus celle de la facilité, que Georges Marchais le sache, qui demandait le retrait des soldats français, au mépris du simple courage devant les situations difficiles, en bafouant la promesse séculaire d'aide et de protection donnée par la France aux populations libanaises. La France n'emporte dans le paquetage des siens qu'une seule logique, celle de la paix.

La paix libanaise ne relève pas de l'impossible. Le conflit palestinien-israélien, pour reprendre la comparaison, a certes le privilège de la clarté, mais toute résolution semble bloquée par avance, ou presque. Le Liban ne souffre pas d'un tel figement. Walid Joumblatt et son Front de salut national ne désire pas faire œuvre de séparatisme. Aucune communauté religieuse n'avance des revendications exorbitantes, au regard de l'intérêt général. Tout au plus la confession musulmane désire-t-elle un partage équitable du pouvoir, facteur traditionnel de stabilité. Amine Gemayel a maintes fois signifié que Walid Joumblatt demeurerait un interlocuteur valable. Le « cessez-le-feu » américano-saoudien a été accepté par la Syrie. Un Congrès de réconciliation national doit se tenir autour du président Gemayel et de diverses parties concernées...

La paix mérite d'être soutenue en tout lieu, à toute heure : aux Nations-Unies, par négociations bilatérales, entre Libanais et sur le terrain même. Ce dernier rôle peut être dévolu à la Force multinationale d'interposition, dont le mandat présent, qui date de septembre 1982, est obsolète. La France doit demeurer présente et vigilante (rappelons que les massacres de Sabra et Chatila furent rendus possibles grâce à l'effacement de cette même Force), à la condition expresse de redéfinir son mandat d'intervention par le dialogue avec Libanais et Américains.

Ainsi se verra confirmée la lettre de saint Louis à l'émir des Maronites, en 1250 : « Quant à nous et à ceux qui nous succéderont sur le trône de France, nous promettons de vous donner protection et de faire constamment ce qui sera nécessaire pour votre bonheur. »

Emmanuel MOUSSET

■ Bethléem



chrétiens d'Israël

Si Jean-Paul II reprend le chemin emprunté en janvier 1964 par Paul VI en Terre Sainte, y rencontrera-t-il des chrétiens ?

En 20 ans, la proportion de chrétiens en Israël, à Jérusalem et en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a diminué de moitié : de 4 à 2%.

Ils ont perdu la majorité qu'ils détenaient dans les villes de Nazareth et Bethléem. Leur nombre est demeuré sensiblement le même : environ 120.000 au total.

Que s'est-il passé ? A quoi est due cette émigration accentuée depuis l'entrée des forces israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie en 1967 ? C'est un phénomène général qui touche l'ensemble des arabes palestiniens mais pourtant les musulmans se renforcent. A la veille de la guerre de 1948 les proportions à Jérusalem étaient de 60% de juifs, 20% de musulmans, 20% de chrétiens (30.000 sur 160.000). En 1967, 73% de juifs, 22% de musulmans, 5% de chrétiens (13.000 sur 260.000). Aujourd'hui : 71% de juifs, 26,6% de musulmans, 2,5% de chrétiens (moins de 12.000 sur 440.000 habitants).

Les musulmans s'accrochent. Leur démographie est plus forte mais aussi leur émigration plus faible. Plus occidentalisés, les chrétiens trouvent plus de possibilités par exemple en Amérique du sud et du centre. Ils ont été frappés de plein fouet par la concurrence juive (commerce, tourisme). Mais aussi ils ressentent leur double situation de minorité. La majorité des chrétiens arabes se sont associés à la résistance palestinienne qui a adopté le symbolisme de la Croix. Plusieurs dont le maire de Bethléem préfèrent l'option jorda-

nienne, et l'ancienne bourgeoisie chrétienne de Jérusalem occupe de nombreux postes dans la monarchie achémite. Mais la vraie force est le nationalisme religieux musulman, même derrière la Jordanie dite plus libérale ou l'OLP affaiblie. C'est le Conseil islamique qui tient lieu dans les territoires de conseil politique, les Wakfs qui éduquent, les Mosquées qui rassemblent. Ces religieux sont pour le moment avec l'OLP, sauf les fondamentalistes (25%) qui sont contre à cause de sa laïcité. Les chrétiens n'y ont plus de place.

Mais ont-ils le choix ?

Contrairement à Antioche (Syrie et Liban), Jérusalem plusieurs fois dévastée n'a pas de réelle tradition de chrétienté locale. Seule la garde des lieux saints a permis le maintien d'une présence chrétienne témoin. Les fidèles n'ont survécu qu'accrochés à l'aide étrangère, assistés, protégés. Les patriarchats sont tous trois étrangers : arménien, grec et latin. C'est le seul Patriarcat latin, celui des croisés, qui ait été restauré (1847) dans tout l'Orient avec la coopération du Consul de France, protecteur des pèlerins et des fidèles de Terre Sainte depuis Louis XIII sur la base des capitulations dont la première date de François Ier. Actualisées au début du siècle, elles forment toujours la base de la présence et de l'action de la France à Jérusalem. Le quart des chrétiens sont des latins mais l'influence dépasse ce pourcentage grâce à un appareil d'œuvres (éco-

les, hôpitaux) qui draine 1.500 prêtres et religieuses la plupart non arabes. Ces œuvres, de plus en plus lourdes à supporter, servent aujourd'hui une majorité de musulmans.

Les Israéliens au mieux ignorent tout de cette réalité. Les rares concernés parrainent des œuvres charitables, financent l'entretien à titre de monuments historiques et pour le reste divisent pour régner, jouant les diverses obédiences chrétiennes les unes contre les autres. Ils cherchent enfin à accaparer le tourisme, l'hôtellerie et si possible terres et immeubles. Une limite toutefois à ne jamais dépasser : pas de mission. L'intolérance ressort aussitôt.

Accepter un nouveau statut de protégé comme les druzes israéliens ? Est-ce bien le moment alors que les ultra-orthodoxes gagnent chaque jour du terrain au sein du judaïsme israélien ? La plupart ne sont certes que des religieux uniquement préoccupés de préceptes rabiniques, mais une minorité fait le lien entre le messianisme et un nationalisme agressif. Entre les fondamentalistes des deux bords, qui peut sauver la présence chrétienne ?

Il y faudrait une communauté vivante, ce qui n'est plus. En Galilée le repos du Shabbat diminue la pratique dominicale, les écoles gouvernementales et l'environnement matérialiste font le reste. A Jérusalem les chrétiens vivent d'assistance. A Bethléem les lointains descendants des poulains croisés avouent parfois désespérer.

Il y faudrait une politique, attendue de la France, « puissance catholique ». Il est bien difficile aux Etats de se substituer aux Eglises locales. L'Eglise de France a fait sa reconversion. Au moment où Lavignerie concluait au ralliement sous la promesse de la protection par la République des missions d'Orient, ses Pères Blancs s'en allaient conquérir des terres nouvelles en Afrique. L'Eglise toute entière est aujourd'hui missionnaire. En dépit des exhortations du Pape, elle ne regarde plus guère vers la Terre Sainte où sa mission n'est que de préserver pour transmettre.

Alors, une Sainte ? La première palestinienne sera élevée sur les autels en novembre à Rome, une petite arabe formée en France, fondatrice du Carmel de Bethléem, morte en 1878, Sœur Marie de Jésus Crucifié.

Georges NENAERT



■ R. Aron

De Raymond Aron, de ses «Mémoires», tout a été dit dans la presse, à la télévision. Laissons donc ici les gloses sur ce monument national, ses mérites, sa lucidité, son destin si contraire à celui de son «petit camarade» Jean-Paul Sartre. Je ne vois, pour ma part, rien à ajouter ou à retrancher à mon commentaire sur «Le spectateur engagé», son précédent livre qui déjà éclairait sur sa vie et le sens de son œuvre.

Les questions que je me posais sur l'engagement d'un penseur libéral et l'arrière fond «théologique» de cet engagement demeurent après lecture des «Mémoires» aussi pressantes. Il faut croire, d'ailleurs qu'elles ne sont pas indifférentes à Raymond Aron, puisqu'à ma grande surprise il veut bien faire allusion à ce modeste article en prenant la peine d'une réponse substantielle.

Je m'étais permis, dans «Royaliste» (1), de remettre en cause le postulat qui commande l'ensemble de l'attitude politique de notre «spectateur engagé». «C'est par l'analyse des sociétés modernes», déclarait en effet Aron, «que j'essaie de justifier le libéralisme politique et intellectuel». Une telle démarche me paraissait s'apparenter à une sorte de pragmatisme, naturellement confiant dans une société de production libérale. J'en marquais les limites, en soulignant que ce pragmatisme n'est pas si innocent, pas plus qu'il n'est délié du rapport avec la métaphysique. «Dans un monde nihiliste, la liberté sur fond d'abandon n'a plus rien de raisonnable. Il est dommage qu'un homme aussi avisé ne se soit pas rendu compte des limites du monde libéral. C'est sans doute que, trop raisonnable, il lui était difficile d'ad-

mettre que cette société était plus encore fille du désir que de la raison.»

Raymond Aron qui cite ce passage, y voit un reproche qui lui a été déjà fait : parler en homo œconomicus là où le métaphysicien devrait prendre la parole. Puisque j'invoquais Nietzsche et Heidegger par delà Tocqueville et Max Weber, il répond : «J'avoue recevoir peu de secours de philosophes ou métaphysiciens, en particulier ceux qui passent pour tels en France.» S'il en reçoit peu de secours, il ne les méconnaît pas tout à fait. Il reconnaît en effet que ce que Nietzsche appelait nihilisme définit assez bien l'état d'esprit de notre société occidentale : «Une sorte de scepticisme ronge la conscience des Européens depuis le déclin des religions transcendantes, puis des religions séculières.» Pour une part supérieure, ce nihilisme dériverait du cours de l'histoire : «Précisément parce que leur mission historique semble s'achever, les Européens doutent de leur destin et se demandent à quoi s'en prendre.»

Par ailleurs, Aron ne méconnaît pas l'angoisse comme catégorie essentielle de l'humanité technicienne, il entend les messages de tous les prophètes d'apocalypse et me rétorque qu'il n'a besoin «ni de

Nietzsche, ni de Heidegger pour savoir que le devenir de l'humanité n'obéit pas à la raison.» Devant les peuples européens, recrus d'histoire et confrontés à de nouveaux défis, il balance entre optimisme et pessimisme, sans savoir si notre destin dépend davantage de l'effacement des dieux que de la dénatalité. «Je garde assez le goût des spéculations philosophiques pour ne pas donner une réponse catégorique à ces questions.»

En revanche - et ce point est le plus décisif - il fait face à tout ce qui nous menace «où chercher la foi et l'espérance. Contre les maux de la civilisation industrielle, les armes nucléaires, la pollution, la faim ou la surpopulation, je ne détens pas le secret remède miraculeux. Mais je sais que les croyances millénaristes ou les ratiocinations conceptuelles ne serviront à rien; je préfère l'expérience, le savoir et la modestie.»

Et je m'en voudrais de ne pas citer sa péroraison, courte mais tendue comme une flèche ou un acte de foi : «Si les civilisations, toutes ambitieuses et toutes précaires, doivent réaliser en un futur lointain les rêves des prophètes, quelle vocation universelle pourrait les unir en dehors de la Raison ?»

Cette belle péroraison, je ne suis pas fâché de l'avoir provoquée par mes impertinences, d'autant plus que sous couvert de dédaigner la voie métaphysique que je lui offrais, Raymond Aron ne peut s'empêcher de faire acte religieux en révélant le ressort de son espérance dans le destin humain. Cette Raison majuscule n'est-elle tout de même pas superbe, en dépit ou à cause de l'éthique de modestie qu'elle suppose. Comment ne pas y reconnaître, malgré les désillusions du progrès, l'inspiratrice de plusieurs siècles d'Occident «sûr de soi et dominateur». Sans doute, est-elle purgée de bien des rêves du millénarisme scientiste du XIX^{ème} siècle en particulier. Elle n'en prolonge pas moins une aventure, une ascèse, un credo. Cette Raison est en surplomb de notre situation existentielle, elle est boussole, elle est ordonnatrice. Elle refoule les ténèbres, inscrit partout la mesure, l'intelligibilité et toutes les vertus aroniennes.

Cette Raison est aussi kantienne, c'est-à-dire a-métaphysique. Le chinois de Kœnigsberg a accompli son œuvre pour Aron comme pour tant d'autres, en fermant tout accès de l'intelligence à l'Etre

raymond aron et les aventures de la raison

et sans donner foi dans le suprême postulat de la Raison pratique. La modernité n'a reconnu que la liberté comme unique norme de moralité, en la revêtant de tous les attributs de la bienséance et de la respectabilité bourgeoises lorsque le génie dévastateur de la Révolution ne la vouait pas à un absolutisme suicidaire. Reconnaissons au passage les marques d'une probité : «Si j'étais croyant, juif ou chrétien, je m'efforcerais de diffuser ma foi ou ma vérité. Puisque je ne suis croyant d'aucune Eglise, je laisse vide la place pour la foi transcendante, et je m'en tiens personnellement à la foi du philosophe, doute plus que négation... La science n'apportera jamais rien de comparable à l'Alliance du peuple juif ou à la Révélation du Christ.» Et ne sous-estimons pas non plus la valeur d'une telle interrogation : «En laissant de côté les Eglises traditionnelles et en concentrant mon attention sur les religions séculières, ai-je manqué l'essentiel ?»

Il n'est pas possible d'avoir été ami de Malraux et de délaisser ses questions ultimes. Raymond Aron de son point de vue de sociologue des religions se déclare incompetent : «Le XXI^{ème} siècle sera-t-il religieux ?» Mais il réserve une réponse possible. Fut-il, comme il le suggère, victime d'une mauvaise chance pour avoir accédé à la conscience historique en un moment où l'angoisse commandait de

nd

res de

on.

défier les seuls démons de la crise économique et de la guerre ? Ne fut-il pas plutôt trop bon disciple d'une culture qui voulait se confondre avec son siècle comme l'idée s'identifie au Réel avec en perspective les triomphes de la Raison ?

Il serait évidemment stupide d'affirmer que la somme d'ouvrages, les patientes analyses d'une vie, la passion de l'intelligible aient été vaines et inutiles. La raison historique et politique est tout autre chose que du divertissement. Les millénarismes, les gnosticismes insensibles à la matière de l'histoire, aux événements comme à la douleur des hommes sont autant d'impostures. Reste pourtant l'objection du type, : pourquoi aller dans la lune si c'est pour s'y suicider ? Et mille excuses à Raymond Aron, ce n'est pas à coup de Raison que l'on répond à cela. Encore que ...

En effet, une œuvre, une pensée constamment vouée au bien commun recèle un sens supérieur à toute idée purement fonctionnelle de la Raison. A ce propos, la réflexion entreprise par ce jésuite prodigieux que fut le Père Fessard à propos de l'entreprise de son ami Aron nous est d'un apport précieux. Cette réflexion nous est rapportée dans les «Mémoires», ainsi que la façon dont le camarade de Sartre accepte et récuse la notion d'engagement.

A l'origine de la vocation intellectuelle d'Aron, se dessine une

théorie de l'action dans l'histoire et la recherche du sens dans l'histoire. Si le sociologue et le philosophe se sont voués en lui d'un même mouvement à la politique, c'est en vertu d'une décision, d'un engagement. De ce dernier Sartre décrit la signification ontologique du point de vue de la liberté. Aron y ajoute la délibération propre au politique : «*L'historicité de l'homme moderne implique au moins la conscience de la pluralité des régimes économiques ou politiques, possibles en notre siècle, la connaissance des univers dans lesquels les peuples ont trouvé leur résidence et le sens de leur vie.*» C'est à partir d'une étude scientifique des sociétés contemporaines qu'Aron fit son choix pour le libéralisme avec une reconnaissance du rôle nécessaire des Etats-Unis pour protéger les pays libres. Ce choix est plein de sens philosophique.

C'est ce sens que le Père Fessard voulut approfondir, en cherchant dans la pensée et la démarche de son ami ce que celui-ci n'expliquait pas forcément toujours. Pour Aron, parce que l'homme se cherche une vocation, l'histoire reçoit une signification avec toutes les incertitudes propres aux situations diverses, aux valeurs qu'il conçoit. Pourtant «*d'une fin de l'Histoire, il conçoit la notion, idée de la Raison au sens kantien, il en élabore vaguement le contenu. Idéal ou illusion ? Je ne sais. De l'historicisme, j'esquisserai le dépassement tout à la fois par l'absolu de la décision et l'universalisme de la Raison.*» Le Père Fessard a lui son idée surnaturelle de l'Histoire, qui confère à celle-ci son unité, celle d'une Humanité en chemin vers son salut. Nous sommes bien loin de l'idéal ou de l'illusion de la raison. Aussi aimerait-il trouver chez son ami quelque rapport avec son espérance. Il pense le trouver dans le sentiment de solidarité qu'Aron éprouve en 1967 pour Israël.

N'y avait-il pas là l'indice d'une relation concrète de l'événement à un universel, un horizon sociologique ? Avance de l'engagement sur la théorie, une telle relation ouvrirait la pensée de l'auteur de «*L'introduction à la Philosophie de l'Histoire*» à une véritable théologie. Très honnêtement, Aron récuse cette interprétation. Son sentiment à l'égard d'Israël ne dépasse pas l'histoire profane, humaine, tout en admettant que le peuple juif ne ressemble à aucun



■ G. Leclerc

autre. Faute de cet accomplissement sur son naturel, l'idée d'une communauté de destin de l'humanité demeure problématique. L'histoire est-elle, alors «un drame sans unité» ? Cette expression, Léon Brunschvicg l'avait employée à la soutenance de thèse d'Aron, comme une critique. Au terme d'une œuvre, elle ne peut être entièrement refoulée.

La belle formule citée plus haut selon laquelle, il n'y a pas de vocation universelle humaine possible en dehors de la Raison se comprend mieux à partir de l'élaboration intellectuelle ici rapidement décrite. J'avoue que tout bien réfléchi, elle m'émeut maintenant alors que dans un premier mouvement, je me serai laissé aller à une légère raillerie. Dans le récit cahotique des gestes humains, cette Raison-là trace l'infime sillon d'une intelligence possible des fins. Comment se moquer, alors qu'elle illustre la noblesse d'une pensée agnostique.

Toutes mes préventions n'en sont pas tombées pour autant. Mes griefs de 1981 subsistent à une nuance près. Je ne puis reprocher à Raymond Aron de croire que notre société est plus fille du désir que de la raison. J'exprimerai l'avis que sa Raison me semble d'un bien faible secours pour enrayer la mécanique du renoncement et du désespoir. Mais c'est de ma part beaucoup d'outrecuidance. La foi de Fessard que je partage est d'un ordre ici difficilement admissible. Pourtant, l'homme qui a tant réfléchi aux philosophies de l'histoire admettrait sans doute que la théologie est un éclairage d'espérance qui peut laisser intact l'espace de

notre liberté, à l'opposé des systèmes clos. C'est bien pourquoi sans y répondre, il ne refuse pas la prophétie de Malraux sur le XXI^{ème} siècle.

Un dernier mot encore. Les mémoires prouvent, si c'était encore à montrer, que l'extrême pudeur des sentiments est la marque d'un penseur dont la passion de l'intelligible a toujours aidé à protéger le jardin secret. Mais ce qu'il révèle de lui au cours de ce qui est d'abord un examen attentif de sa propre pensée suffit à nous faire comprendre bien des choses. L'intellect n'est pas le seul attribut de Raymond Aron.

Aux dernières lignes de ces 750 pages, il inscrit la gratitude qu'il doit à tous les siens. C'est à eux qu'il doit d'avoir surmonté ses épreuves et un sérieux accroc de santé en 1977. «*Je me souviens d'une expression que j'employais parfois quand j'avais vingt ans, dans des conversations avec des camarades et avec moi-même; «faire son salut laïc». Avec ou sans Dieu, nul ne sait, à la fin de sa vie, s'il est sauvé ou perdu. Grâce à ceux, dont j'ai si peu parlé, et qui m'ont tant donné, je remémore cette formule sans peur ni tremblement.*» Ce salut laïc ou pas, l'humanité qui le recherche à tâton à travers le temps, ne pourra-t-elle pas aussi le découvrir, grâce à «quelque chose qu'évoque Raymond Aron, qui passe infiniment la Raison et qui ressemble étrangement à l'Amour ?

Gérard LECLERC

(1) et non dans «Le Quotidien de Paris» comme le croit notre mémorialiste.



une exposition pour un grand serviteur de la france



Le lieu est particulièrement bien choisi pour célébrer celui qui créa, entre autres, le cabinet des médailles. De plus, du 4 au 6 octobre, un colloque s'est déroulé dans la capitale autour de cinq thèmes : l'image de Colbert, sa politique, ses grandes réalisations, l'organisation du gouvernement, Colbert et l'influence royale. De nombreuses manifestations, expositions, colloques, sont également prévus en province : notamment à Lorient, Reims, Alençon, Rochefort, ainsi qu'au haras national du Pin (en Normandie). A elle seule, l'énumération de ces lieux dit l'œuvre colossale du ministre dans les domaines les plus divers : marine, création de manufactures... En effet, nombre de corps d'Etat gardent aujourd'hui encore la trace du passage de Colbert aux affaires et souhaitaient lui rendre hommage.

Le ministère de la Culture, «en organisant la grande exposition historique du tricentenaire de la mort de Colbert... souhaite à la fois rendre hommage à un homme qui consacra plus de vingt ans de sa vie au bien de l'Etat et montrer comment, dans une conjoncture difficile, il a cherché à donner à la France une prospérité». Il y a ici un clin d'œil évident : les «princes» qui nous gouvernent chercheraient-ils chez un ministre du Roi-Soleil une inspiration pour le temps présent ? C'est oublier bien vite que Colbert fut un abominable protectionniste, puisqu'il créa des manufactures pour empêcher les sorties d'argent domageables au royaume. Attention, Messieurs, ce n'est pas dans la ligne, du moins dans la ligne actuelle ! Mais peut-être les organisateurs de l'exposition ont-ils eu l'idée maligne de réhabiliter la notion «d'intervention de l'Etat» ? De fait, que n'avons-nous entendu du «colbertisme», symbole d'in-

Du 5 octobre au 30 novembre a lieu à la Monnaie de Paris, à l'occasion du tricentenaire de la mort de Colbert, une exposition consacrée à ce grand serviteur de la France.

terventionnisme et d'étatisme, avec leur chapelet de réglementations tatillonnes qui enfermeraient «l'initiative privée» dans un carcan. D'ailleurs, de son vivant, Colbert ne fut guère populaire. C'est Voltaire qui, le premier, lui rendra hommage (si l'on excepte, bien sûr, la confiance témoignée par Louis XIV) : «Nous sentons aujourd'hui tout ce que le ministre Colbert fit pour le bien du royaume; mais alors on ne le sentait pas...»

L'exposition retrace bien l'œuvre immense de Colbert : réorganisation administrative et financière du royaume, création de manufactures, développement de la marine pour développer le commerce extérieur et tenir en respect Anglais ou Hollandais, amélioration des voies de communication. La gloire du Souverain n'est pas oubliée : le ministre surveille la construction de bâtiments prestigieux, protège les artistes et les écrivains qui feront sonner les trompettes de la renommée. Vieille méthode... aujourd'hui encore, on utilise les «relais d'opinion»; mais les temps ont changé et, pour peu qu'ils aient quelque talent, les artistes en renom sont devenus plus prudents... peut-être les hommes de pouvoir sont-ils aussi moins «brillants» que le Roi-Soleil ?...

Des siècles après, les objets parlent encore. Ainsi, des portières provenant du château de Vaux-le-Vicomte, où les armes de Fouquet ont été remplacées par celles de Colbert. Elles n'évoquent peut-être pas l'aspect le plus glorieux du ministre, mais celui-ci est désormais au service du Roi : «Colbert qui a réussi à se faire légier

par Mazarin au Roi, est fasciné par les possibilités qui s'offrent à Louis XIV au début de son règne personnel. Après avoir agi dans l'ombre de Mazarin il est ébloui par la lumière dans laquelle évolue le personnage royal. Son intérêt se déplace de son projet personnel à un projet bien plus vaste et plus exaltant : ce n'est plus la prospérité du clan Colbert qu'il s'agit d'assurer mais celle du royaume.»

Telle gravure des Archives nationales, représentant le Collège Mazarin, nous rappelle l'accession de Colbert à la surintendance des bâtiments. Sous son administration s'élèvent la colonnade du Louvre, le Collège Mazarin (l'Institut), etc. Paris est l'objet de sa sollicitude : il fait tracer, notamment, la perspective des Champs-Élysées «allant de derrière le jardin des Tuileries jusqu'à la montagne de Chaillot».

La proue d'un vaisseau, de nombreuses gravures extraites de «l'Atlas Colbert», un arrêt du Conseil du 15 octobre 1661, témoignent de l'attention constante portée à la Marine, ainsi qu'au domaine forestier (puisque celui-ci fournissait le bois nécessaire à la construction des navires). Le «règlement du Roy pour la subsistance et l'entretien des officiers-mariniers, matelots et soldats estropiés à son service» préfigure notre actuelle Sécurité Sociale. Par une cotisation de 2,5% prélevée sur leur solde, les gens de mer au service du Souverain alimentaient une caisse assurant aux blessés et malades une pension. Ces dispositions seront étendues à l'ensemble de la marine marchande en 1709.

Des dentelles évoquent la création des manufactures. Vers 1650,

la mode des dentelles connaît un développement considérable; les hommes comme les femmes fortunés dépensent alors des sommes importantes pour se procurer des pièces magnifiques qui proviennent d'Italie (le «point de Venise») et de Flandre. Le «point d'Alençon» étant déjà réputé, Colbert, pour éviter l'hémorragie, fonde une manufacture nationale : le 5 août 1665, un privilège exclusif est accordé à une compagnie d'actionnaires. Dès lors, quelques 8 000 personnes vivent de l'industrie de la dentelle dans la région d'Alençon.

L'enseignement officiel, notamment celui de la IIIème République, n'a pas hésité à dresser hypocritement un portrait louangeur de Colbert, mais c'était pour mieux critiquer le souverain qu'il servait et qui lui témoignait sa confiance. Cet extrait d'un manuel d'histoire (E. Lavis, cours élémentaire, 1918) se passe de commentaire : «... Vous le voyez au moment où il arrive le matin dans son cabinet. Il aperçoit sur sa table, et à côté, beaucoup de papiers... mais plus Colbert a d'ouvrage et plus il est content. Regardez bien : il se frotte les mains. Mais Colbert ne fut pas toujours content. Le Roi donnait trop de fêtes, il faisait trop souvent la guerre... Colbert ne savait plus comment payer les dettes que faisait Louis Quatorze. Alors Colbert devint triste. Il ne se frotta plus les mains en entrant dans son cabinet.»

Ce monument d'imbécillité et de préjugés ne peut masquer la réalité pour les historiens qui ne sont pas aveuglés par l'idéologie républicaine. Cette exposition témoigne que l'œuvre de Colbert est indissociable de celle du Roi qu'il servit.

Alain SOLARI

la fin des terroirs

Non, décidément, la nostalgie n'est plus ce qu'elle était !

L'histoire, telle qu'on la fait aujourd'hui, est une grande destructrice de clichés et de mythes. Déjà conduits à délaisser l'image révolutionnaire et la légende noire de la monarchie, voici qu'un chercheur américain nous incite à réviser sérieusement l'idée attendrie que nous nous faisons de la société rurale. Nos nostalgies en prennent un sacré coup, et notre conception du peuple français s'en trouve modifiée.

«Ordre éternel des champs», terre «qui ne ment pas», douceur d'une vie pastorale rythmée par dame Nature ? Allons donc ! Plutôt que de bêtifier, lisons en compagnie d'Eugen Weber les rapports des préfets et des inspecteurs de l'Enseignement, ou encore les écrivains qui ont vraiment connu la société rurale : dès que l'on quitte les villes, la France de 1850 apparaît comme un «pays de sauvages», comme un monde replié sur lui-même, grossier et misérable. Le travail y est extrêmement pénible, et la sous-alimentation permanente : presque pas de viande, un pain dur et mauvais, de la soupe, des pommes de terre ou des châtaignes. Ne parlons pas du confort, inexistant, ou de la propreté, totalement inconnue.

Sur cette terre inhospitalière, la Révolution française est passée sans laisser de traces profondes. Malgré le mètre-étalon, les départements et la proclamation de la République une et indivisible, la France rurale demeure d'une étonnante diversité et vit dans l'ignorance des événements qui affectent la vie nationale. On croit aux sorciers, on compte ses écus, en sols, en livres tournois, en gweneg (sou) ou en réaux, on mesure en pied, en aune, ou en bichette... Enfin, selon une enquête de 1863, le quart de la population ne parle pas français mais une multitude de langues et de patois. Quant au patriotisme, il n'est guère répandu : à Marseille comme en Anjou ou en Flandres, on ne se sent guère Français...

Pour la France rurale, la véritable révolution politique, économique et sociale va se dérouler entre 1870 et 1914. Une conscience nationale se crée, une unité se réalise par l'ouverture au monde de la campagne française, par l'accès à une relative prospérité, par la diffusion de la culture nationale. Les agents de cette révolution sont plus ou moins connus : les routes et le chemin de fer, le service militaire, les instituteurs et, conjointement, les ecclésiastiques. Rivaux dans la conquête des esprits, les instituteurs et les curés sont en fait complices dans l'œuvre de modernisation : pour des raisons différentes, ils s'acharnent à détruire les fêtes, contes, veillées et superstitions qui forment la société paysanne traditionnelle.

Car l'histoire de la modernisation de la France rurale est aussi celle de sa destruction. La guerre de 1914 donnera le coup de grâce à une civilisation déjà presque complètement ruinée et, en 1940, les odes pétainistes ne correspondront plus à aucune réalité. Que dire, dès lors, des récentes tentatives de «retour à la terre»... Simples fantasmes sur une société morte, reconstitution artificielle, dérisoire, d'une société qui n'est plus, ou qui n'a pas existé. Les progrès économiques et la diffusion d'une culture uniforme ont tué les proverbes, les chansons, les langues et les images qu'elles contenaient - mille manières de penser et de vivre ensemble.

Ainsi, le «pays de sauvages» que décrit Eugen Weber, en forçant peut-être un peu le trait, abritait une véritable civilisation que l'auteur ne décrit qu'au moment où elle s'effondre. D'où une certaine ambiguïté du livre, qui risque d'être mal interprété. Mais sa lecture est passionnante et la «leçon» qu'il contient est parfaitement claire : une société est morte, il est vain de songer à la faire revivre.

B. LA RICHARDAIS

Eugen Weber - *La Fin des terroirs* - Fayard.

MUSIQUE



kelly familiy

De plus en plus nombreux, les saltimbanques s'installent dans notre univers. Il est rare de rencontrer dans ces Français et ces étrangers de tout poil un orchestre de qualité. C'est pourtant dans les rues qu'ont débuté des formations aujourd'hui célèbres. Au hasard de cette sélection naturelle, les Kelly, d'origine irlandaise, sont un de ces phares qui changent notre quotidien.

A Paris, ce sont les couloirs du métro. En province, les grandes places, les rues piétonnières et quelques passages obligés des passants foisonnent de ces guitaristes chevelus ou de ces «répliqueurs» de tubes anglo-saxons qui passent leur temps à vous faire la manche.

J'en ai vu d'excellents, tel cet aveugle au toucher intense, riche de ses mille cassettes diffusées exclusivement dans le métro. J'ai pu puiser à la source d'un jazz spontané, plein de l'éphémère enchevêtrement des sons, quelques notes gratuites au hasard d'un trajet. Mais j'ai aussi maudit celui qui, un jour, s'est installé dans mon compartiment pour m'agresser de rengaines mécaniques, pendant que son complice insistait avec son chapeau tendu. Ceux-là ne donnent pas bonne presse aux saltimbanques, et l'habitude est vite prise de les confondre avec le décor peu engageant des couloirs.

Il n'en est pas de même de la famille Kelly. Ceux-là, les parisiens les ont peut-être rencontrés au hasard d'un changement à St-Michel, et peut-être sont-ils restés, comme moi, totalement envoutés pendant une heure de temps. Ils sont douze têtes brunes ou blondes aux cheveux longs qu'ils

peignent soigneusement après chaque concert, vêtus du costume traditionnel irlandais. Rien dans tout cela ne sent le toc, c'est vraiment l'âme d'une famille qui s'exprime.

Tambourins, flûtes et des voix qui ne perdent jamais haleine dans la dureté gutturale de la langue irlandaise. Pour reprendre souffle, quelques fois, vient un air en anglais ou en espagnol.

Je les ai vus à Lyon il y a peu : ils effectuent leur tournée en province à même la rue comme de vrais saltimbanques. Peut-être un jour les verrez-vous chez vous, et pourrez-vous profiter de cette qualité que l'on avait un peu oublié chez les artistes «hors-salle». N'hésitez pas à donner ce que vous avez sur vous, dans l'étui à guitare les billets tombent spontanément et vous n'aurez jamais le mérite d'être seul.

«The Kelly Family» : une leçon à donner à quelque musiciens de nos rues dont le professionnalisme souffre d'insuffisance.

Gilles de VAUX

The Kelly Family - B.P. 706 - 75162 Paris Cedex 04. La cassette enregistrée de leurs principales chansons : prix franco de port : 50 F. Cette cassette sera prochainement disponible aux locaux du journal.



Le 23 septembre dernier, les salons du Club Pernod, sur les Champs-Élysées, accueillait les 120 invités du Club Nouvelle Citoyenneté de Paris.

Les responsables du Club et ceux de la revue «Cité» s'employaient à faire partager leurs enthousiasmes aux nouveaux adhérents tandis que Bertrand Renouvin et Yvan Aumont répondaient aux questions de journalistes amis et de quelques personnalités. Dans un bref exposé, B. Renouvin rappela l'objectif des Clubs Nouvelle Citoyenneté qui est «d'accueillir, par delà les clivages partisans, tous ceux qui veulent réfléchir librement et agir en faveur d'un véritable projet de société».

Indépendants du pouvoir politique et des partis, libres de toutes considérations de clientèle, à l'abri des groupes de pression, ils se proposent de réfléchir aux conditions du changement social, et de suggérer les réformes et les révolutions qui permettront de dépasser les limites dans lesquelles le système industriel nous enferme - tant il est vrai qu'il n'y aura pas de citoyenneté sans reprise en

main des mécanismes économiques et de la technologie.

En créant la structure souple et ouverte d'un club, nous offrons à tous ceux qui ne veulent pas entrer dans le cadre contraignant d'un parti la possibilité d'une réflexion libre, d'une critique fondée, d'une élaboration en commun de propositions concrètes.»

Puis B. Renouvin présenta les grandes lignes du Colloque National qui aura lieu le samedi 12 novembre prochain.

Plusieurs rendez-vous termineront cette soirée : le conseil de rédaction de «Royaliste-Université» pour les uns, repas amical dans un restaurant bien connu des royalistes parisiens pour les autres.

Bref une manifestation qui sortait de l'ordinaire pour nous et qui a séduit ses participants par son côté amical et chaleureux. Tous se sont promis de se retrouver dès le 12 novembre.

S.F.

12 novembre 1983 « les citoyens et l'Etat »

A l'initiative des Clubs Nouvelle Citoyenneté et de la revue «CITÉ», un colloque ayant pour thème général : «Les Citoyens et l'Etat» se tiendra le SAMEDI 12 NOVEMBRE, à la Maison des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Paris 8ème (Métro Franklin-Roosevelt).

Ce colloque comportera une partie de travail en commissions et deux Tables Rondes rassemblant un certain nombre de personnalités de premier plan.

HORAIRE

- 10 h 10 h 30 Séance plénière - Ouverture du Colloque
- 10 h 30 - 12 h 30 Travaux des commissions :
 - Commission numéro 1 : «LA FRANCE PEUT-ELLE ENCORE AVOIR UNE AMBITION ?»
 - Commission numéro 2 : «LA PARTICIPATION DES CITOYENS A LA POLITIQUE»
- 14 h 30 - 15 h 30 Rapport des deux commissions et débat général
- 15 h 45 - 17 h 45 - Première Table Ronde :
 - «La France peut-elle encore avoir une ambition ?»
- 17 h 30 - 19 h - Deuxième Table Ronde :
 - «La participation des citoyens à la vie politique»
- 19 h - 19 h 15 - Exposé de clôture par Bertrand Renouvin

L'ensemble des travaux du colloque est ouvert à tous - L'entrée est gratuite pour les adhérents au Club Nouvelle Citoyenneté. Une participation aux frais de 20 F sera demandée aux autres personnes.

quand nos lecteurs prennent la parole

«POLYPHONIE»

J'aimerais revenir un instant sur l'article de Paul Chassard, publié dans le dernier «Royaliste» à propos de «Polyphonie», recueil de nouvelles édité par des écrivains bretons.

Vous me direz : «Parler une nouvelle fois, dans nos colonnes d'un si petit livre, si ce n'est pas une pub' copinage, cela y ressemble étrangement.» Ce à quoi je répondrais : «Achetez-le, ce livre et vous comprendrez alors, qu'on ne peut rester indifférent aux aventures de Riton Panama, du Grand Bastard, de Pierrick Penverne ou au destin de Léna Bellec.»

Il me paraît surprenant d'avoir mis tous les auteurs sur le même plan : Dorothée Letessier n'a-t-elle pas vendu, dit-on, 100.000 exem-

plaires de son premier roman «Le voyage à Paimpol» ? Surtout je crois qu'il aurait fallu signaler mieux que deux d'entre ces nouvelles sont réellement au-dessus du lot. La première est celle de Rémy Talbot, je ne reviendrai pas dessus, mais peut-être la présentation qui en a été faite ne le montre-t-elle pas assez. La seconde est «Coucou» de Youenn Gwernig, le plus connu des douze. Vous auriez dû rappeler à mon avis que l'on doit à Youenn Gwernig déjà plusieurs recueils de poèmes et de nombreux disques : citons au hasard de ses chansons, «Les Bognoules» dans laquelle il retrace brièvement une période de sa vie qui le conduisit à New-York, où il croyait pouvoir s'installer (comme d'autres bretons l'avaient fait avant lui) et son retour au pays où il décide de s'engager :

«Dans le parc d'Armorique
J'pouvais pas cultiver
Plutôt que l'Amérique
J'ai joint le FLB».

«What did the French do to the last Bourbon ?» Dans «Polyphonie», Youenn Gwernig nous conte une nouvelle déjà publiée en breton dans la revue «Al Liam». Il s'agit de l'histoire de «Coucou» qui assiste alors qu'il est encore très jeune, à la mort de son parrain, ce qui nous donne les pages les plus déchirantes du livre : «La crise semblait passée. Il regardait les deux femmes. Elles reculaient. - Laissez-moi... laissez-moi... une minute... haletait-il. Ecoute Erwannig, écoute bien... s'il m'arrive une fois encore... d'entendre le coucou... eh bien nous irons tous les deux à Sainte Anne... à pied - Tous les deux ? criait l'enfant en battant des mains.»

Patrice Le Roué

C.F.T.C.

(...) Dans votre numéro daté du 14 septembre, vous faites état de l'inquiétude de militants CFTC face aux sollicitations dont serait

l'objet leur organisation à l'occasion de la campagne des élections à la Sécurité Sociale.

L'expression de l'inquiétude de nos militants n'est pas parvenue jusqu'à nous et je vous remercie de vous en faire l'écho. S'ils pensent devoir le faire, soyez assurés qu'ils recevront les éléments d'information qui pourront les rassurer.

Pour vos lecteurs, qui ne sont peut-être pas tous adhérents à la CFTC, je tiens à vous signaler que nous avons payé assez chèrement le prix de notre indépendance pour ne pas l'échanger contre des subsides patronales. (...)

Dominique Léotard
secrétaire confédéral
de la CFTC

(Nous remercions M. Léotard de sa réponse et nous nous félicitons de sa volonté d'indépendance. Il n'en demeure pas moins que des partis d'opposition et des organisations patronales ont pris contact avec certaines Unions départementales de la CFTC et que l'éventualité d'actions... convergentes a été évoquée dans une récente Lettre confédérale. La réaction de la base semble avoir été vigoureuse...)

ACTION ROYALISTE

13 NOVEMBRE

Les adhérents de la NAR de toutes régions sont invités à se rendre à la «CONVENTION NATIONALE DE LA N.A.R.» où sera expliquée la ligne du mouvement (matérialisée par «le plan de trois ans») et définies les modalités pratiques d'application de cette ligne.

Cette réunion est tout à fait essentielle pour les nouveaux adhérents qui désirent participer à notre action efficacement sur le terrain. Elle aura donc un but d'accueil et d'information autant qu'un côté pratique où il s'agira de prendre les décisions qui nous engagerons pour trois ans. Nous comptons sur chacun de nos adhérents.



ROYALISTE-Université

Le numéro 26 sur la rentrée dans les lycées est disponible. Prix 3 F, abonnement 5 numéros 30 F (étudiants/lycéens : 12 F) à l'ordre de «Royaliste».

A Paris l'activité militante a commencé par des affichages et des ventes.

Le 11 novembre une réunion de coordination aura lieu entre 15 et 18 h pour les étudiants et lycéens qui désirent nous aider cette année. Nous souhaitons en effet que les jeunes royalistes qui viendront à Paris pour le Colloque du 12 novembre et la Convention du 13, profitent de ce voyage pour se concerter à quelques jours de la rentrée universitaire.

les «mercredis de la n.a.r.»

Les séances des «Mercredis» ont repris le 5 octobre dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris (métro Bourse ou Palais-Royal).

Ces conférences suivies de débat permettent à nos lecteurs de prendre mieux contact avec les militants de la N.A.R. et de s'informer sur maintes questions actuelles auprès des nombreuses personnalités de toutes tendances et toutes compétences qui viennent exposer leurs idées au public de «Royaliste».

Mercredi 12 octobre : Michel BEAUD, professeur d'économie politique, rapporteur de l'intergroupe «Emploi» pour la préparation du IXème Plan, présentera son livre : «Le mirage de la croissance».

Mercredi 19 octobre : Le Père François LEFORT, chargé de mission au ministère des Affaires Sociales pour les problèmes d'immigration, viendra nous parler de ce sujet si brûlant et controversé aujourd'hui.

Mercredi 26 octobre : Thierry JEANTET, spécialiste d'économie sociale, responsable au Mouvement des Radicaux de Gauche, présentera son dernier livre : «L'individu collectif».

Mercredi 2 novembre : pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Les conférences commencent à 20 heures. Les portes de l'immeuble sont ensuite fermées. L'entrée est gratuite. A 22 heures, ceux qui désirent poursuivre le débat peuvent rester avec nous pour une collation (participation aux frais).

limoges

« journée Henri III »

Le 19 novembre prochain, les jeunes royalistes de Limoges organisent une grande journée royaliste, salle J.-P. Timbaud (derrière la mairie).

Extrait du programme :

— à 11 heures : pour la première fois en concert, André Gauchon, qui chante ses textes ou ceux de poètes limousins de la revue «Friches», sur des musiques qu'il compose lui-même.

Rock et Folk.

— à 12 h 30 : buffet (uniquement sur réservation à envoyer avec un chèque de 40 F à l'ordre de Laurent Bourdelas).

— à 14 h : conférence de presse ouverte au public sur la NAR par Bertrand Renouvin et Laurent Bourdelas.

— à 15 h : conférence de Bertrand Renouvin à propos de son dernier livre.

— vers 16 h 30 : film 16 mm de 40 mn sur le Limousin entre archaïsme et modernité : «Le vent qui tourne», présenté par J.-P. Thuilat, son auteur.

Vers 17 h 30 ou 18 h : Montage audiovisuel de L. Bourdelas sur la Poésie au Moyen Age.

Toute la journée : stand librairie où des auteurs dédicaceront leurs livres. Stands d'associations amies, exposition sur la Poésie, maquettes, plans, etc.

Sous réserve : participation de la radio-libre HPS Diffusion.

Si vous voulez participer à toute la journée, nous vous conseillons de nous écrire pour recevoir (contre chèque de 50 F à l'ordre de Laurent Bourdelas) la vignette de la Journée, repas compris.

campagne d'adhésion

Comme cela était prévisible notre campagne d'adhésion connaît un bon succès. Qu'il suffise de dire qu'en un mois nous avons - à quelques unités près - compté autant d'adhésions nouvelles que pendant la période de septembre 82 à août 83. Nous savons que nos mérites personnels sont faibles dans ce regain de succès : la parole du Prince a été l'élément déterminant qui suscite les nouveaux et ramène les anciens. Il nous appartient maintenant de rendre durable cet accroissement de forces (déjà les nouvelles cotisations, sous forme de versements automatiques, sont un gage de meilleure solidité financière pour cette année : des projets mobilisateurs peuvent être envisagés). Les handicaps à cet effort d'organisation sont d'abord la dispersion géographique et la diversité sociologique de nos nouveaux amis. Dans ces conditions, l'esprit commun qui doit naître entre les militants d'une même cause ne se formera pas du jour au lendemain et la mobilisation de nos moyens posera encore problème. Tout sera fait pour mieux informer et former les adhérents : lettres, circulaires, sessions d'études, assemblées de débat. Pour le reste, ce n'est pas pour rien que nous prônons l'auto-organisation de la société : nous appelons nos amis à se prendre en main eux-mêmes, aussi isolés soient-ils, car c'est le seul moyen de faire avancer notre œuvre commune. Quant aux autres, lecteurs et sympathisants, nous leur demandons de nous rejoindre dès aujourd'hui pour que tous fassent porter en même temps un effort solidaire contre les idées reçues pour la seule solution institutionnelle d'avenir pour une société libre et responsable : la monarchie héréditaire.

F.A.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an (145 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

La politique étrangère du Président de la République est bonne; elle se situe dans la droite ligne du projet défini par le général de Gaulle, déclarait en substance le comte de Paris sur TF1 le 30 septembre.

La netteté du jugement peut surprendre. Le Prince serait-il devenu socialiste ou, du moins, aurait-il décidé de s'aligner sur le chef de l'Etat? D'aucuns s'empres- seront de le penser, confondant l'appro- bation et la complaisance, le soutien à une politique définie et l'adhésion à une idéologie supposée. Il est pourtant clair qu'il ne s'agit, en l'occurrence, ni du so- cialisme ni de la gauche puisque le Prince soulignait au cours de la même émission qu'il ne se situait dans aucun des deux camps : seule la France lui importe, et la politique qui est menée en son nom.

L'approbation exprimée par le comte de Paris est d'autant plus importante qu'elle intervient au moment où la Fran- ce est présente sur deux théâtres d'opé- rations et doit maintenir une attitude très ferme en matière de défense. Or, de- puis deux mois, des inquiétudes se sont manifestées, quant aux risques pris par la France et quant à la capacité de décision du chef de l'Etat. Rompant avec l'attitu- de prudente de l'opposition, M.Lecanuet a même déclaré, quelques jours avant l'ouverture du sommet franco-africain, que la France avait « perdu de son auto- rité » tandis que M.Daillet, de l'UDF éga- lement, dénonçait une « confusion de pensée », un « embarras dans le discours » et une « paralysie dans l'action sans pré- cédent sous la Vème République ».

LIBERTE D'ACTION

Une analyse un tant soit peu attentive de la politique menée par le chef de l'Etat ne permet pas de souscrire à cette diatribe. Du message de Cancun aux dé- clarations publiées dans la presse françai- se, du discours prononcé devant le Bun- destag à celui de l'O.N.U., le Président de la République n'a cessé d'exprimer les mêmes principes : indépendance de la politique française, volonté de dépasser la logique des blocs, aide aux pays pau- vres, défense de l'intégrité territoriale de chacun et action en faveur des droits de l'homme. Quant aux actions entreprises, elles ont montré que M.Mitterrand était à la fois un homme indépendant et dé- terminé.

L'indépendance du chef de l'Etat est manifeste. Pourtant, dans le conflit tcha- dien comme dans la crise libanaise, les pressions n'ont pas manqué. Au mois d'août, les Etats-Unis souhaitaient une confrontation directe entre la France et

les choix du président



par
bertrand
renouvin

la Libye. Parallelement, certains respon- sables de l'opposition dénonçaient les hésitations présidentielles et appelaient au combat contre un colonel Khedafi présenté abusivement comme un Hitler islamique. Le Président a su résister à ces pressions convergentes et s'est habile- ment démarqué des offres américaines de coopération. En refusant d'intervenir immédiatement, la France montrait qu'elle ne faisait que répondre à une agression extérieure perpétrée contre un pays ami et que, loin d'intervenir dans une querelle interne, elle ne songeait qu'à la défense de l'intégrité du Tchad. Le recul permet de constater qu'en tra- çant la fameuse ligne rouge, la France posait les conditions d'une négociation. Et M.Mitterrand se trouve aujourd'hui « dans la situation extraordinaire d'être accepté par toutes les parties comme médiateur alors qu'il a envoyé ses trou- pes sur le terrain » comme le soulignait le quotidien Libération à la veille du som- met de Vittel.

De même, dans la crise libanaise, le Président est demeuré entièrement libre à l'égard des groupes de pression maroni- te et syrien. A ce propos, il convient de souligner que la dénonciation rituelle du « pouvoir socialo-communiste » devient franchement ridicule. Qu'il s'agisse du Tchad, du Liban ou de la sécurité euro-

péenne, M.Marchais, son parti et les mi- péenne, communistes n'ont aucune influ- ence. Le P.C. est au gouvernement, où il fait de la figuration intelligente. Il n'est certainement pas au pouvoir. Indépen- dant des partis, y compris du Parti socia- liste, prenant seul ses responsabilités, le Président est en outre un homme qui sait faire passer ses sympathies personnelles (à l'égard des Etats-Unis, d'Israël, des so- cialistes allemands) après la défense des intérêts de son pays.

DETERMINATION

Quant à la détermination du chef de l'Etat, elle est évidente. Les hésitations présidentielles, qu'il nous est arrivé de regretter en politique intérieure, n'exis- tent pas, ou plus, dans la conduite de la politique étrangère. Comme l'écrivait Michel Jobert à propos du Tchad, ce qu'on a appelé de l'hésitation « était plu- tôt de la détermination froide à attendre le moment et à ne céder à aucune pres- sion ». Alors que son prédécesseur avait en décembre 1980, retiré les troupes françaises devant les libyens, M.Mitter- rand a arrêté les agresseurs sans que nous ayons à tirer un coup de feu. De même au Liban, dans une situation périlleuse, la France a refusé de prendre parti pour un camp et n'a agi militairement qu'à partir du moment où elle se trouvait en état de légitime défense. Là encore, l'at- titude présidentielle est cohérente puis- que la France est intervenue pour soutè- nir un pouvoir légitime, avec pour objec- tif le rétablissement de l'unité du pays c'est à dire le refus d'un partage entre « Russo-Syriens » et « Américano-Israé- liens » comme le précisait récemment Claude Cheysson.

Ce refus de la logique des blocs est en- enfin clair en matière de défense. En juin dernier, la signature de la déclaration de Williamsburg sur la sécurité « indivisible » pouvait faire redouter une grave dévia- tion. Il s'agissait seulement d'une...inad- vertance, le Premier Ministre ayant préci- sé le 20 septembre que la France refusait toute extension de l'Alliance atlantique tandis que le Président réaffirmait, de- vant l'O.N.U., l'indépendance de la force nucléaire française.

L'action du Président de la Républi- que correspond donc aux intentions qu'il n'a cessé d'exprimer. Sans doute a-t-il pris des risques. Sans doute tout n'est-il pas accompli. Mais le projet diplomati- que de la France existe et se développe conformément à la vocation de notre pays.

Bertrand RENOUVIN